



Direction du Développement Local
et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement

PREFET DE L'INDRE

**Arrêté préfectoral N ° 36-2019-02-11-001 du 11 février 2019
portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société GMC à Buzançais**

LE PRÉFET
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L 171-8 ;

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de Préfet de l'Indre ;

Vu la nomenclature des installations classées annexée à l'article R 511-9 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées et notamment l'article ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 mars 2005 autorisant le directeur de la société GMC à poursuivre et à étendre l'exploitation de son usine, sur la ZI, à Buzançais et notamment les articles 3.3.3 et 4.1.1.4 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2007 complétant et modifiant les prescriptions techniques applicables aux installations de traitement de surface, exploitées par la société GMC et implantées Z.I route nationale 143 sur le territoire de la commune de Buzançais et notamment l'article 2 ;

Vu le rapport de l'inspectrice de l'environnement faisant suite à l'inspection du 16 novembre 2018 transmis à l'exploitant par courrier en date du 14 décembre 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 16 novembre 2018, l'inspectrice de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- la quantité de déchets dangereux stockés sur le site dépasse la quantité mensuelle produite. Les GRV contenant des produits liquides ne sont pas stockés sur rétention ;
- la concentration en nickel des rejets aqueux est supérieure aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral ;

- l'exploitant ne déclare pas sous GIDAF les résultats d'autosurveillance et les résultats de la surveillance réalisée par un organisme extérieur ;

- le détecteur de manque de liquide ne permet pas d'asservir l'arrêt du chauffage au niveau de la cuve blanc nickel 6 ;

- les rétentions de la chaîne H et J ne sont pas vides de tout liquide. Le revêtement des rétentions des chaînes B, D, F et de l'atelier prototype n'est pas étanche et inattaquable ;

- l'installation ne dispose pas de détection incendie.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.3.3 et 4.1.1.4 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2005 susvisé, de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2007 susvisé, de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé et de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GMC de respecter les prescriptions des articles 3.3.3 et 4.1.1.4 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2005 susvisé, de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2007 susvisé, de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé et de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Indre,

ARRÊTE

Article 1

La société GMC, située sur le territoire de la commune de Buzançais est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles suivants :

- article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, en remédiant au dysfonctionnement du détecteur de manque de liquide qui permet d'asservir l'arrêt du chauffage au niveau de la cuve blanc nickel 6 de la chaîne B et en vidant les rétentions des chaînes H et J ;
- article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2007, en respectant les valeurs limites en concentration en nickel de ces effluents aqueux ;
- article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014, en déclarant sous GIDAF les résultats d'autosurveillance et de surveillance extérieure réalisée par un organisme extérieur ;
- article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2005, en stockant les déchets liquides sur rétention.

Article 2

La société GMC, située sur le territoire de la commune de Buzançais est mise en demeure de respecter, dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article suivant :

- article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2005, en éliminant les déchets stockés afin de ne pas dépasser la quantité mensuelle produite par l'installation ;
- article 4.1.1.4 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2005, en mettant en place une détection incendie au niveau des installations de traitement de surface.

Article 3

La société GMC, située sur le territoire de la commune de Buzançais est mise en demeure de respecter, dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des l'article suivant :

- article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, en mettant en place un revêtement étanche et inattaquable sur les rétentions des chaînes B, D, F et de l'atelier prototype.

Article 4

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1, 2 et 3 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.


Article 6

Conformément à l'article R171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Indre, le Maire de la commune de Buzançais, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Pour le Préfet,
et par délégation,
La Secrétaire Générale,



Lucile JOSSE

